

## **Etude de cas**

### **Les plateformes numériques de financement participatif**

<b>L'AMONT DU PROJET</b>	<b>5</b>
<b>L'influence du cadre institutionnel sur le déploiement du financement participatif</b>	<b>5</b>
○ Le cadre institutionnel anglais: la promotion de l'initiative communautaire	5
○ L'influence du cadre institutionnel sur la conception et le déploiement du financement participatif en Grande-Bretagne	6
○ Le cadre institutionnel français: la prégnance de l'acteur public dans les dispositifs de participation	7
○ L'influence du cadre institutionnel sur la conception et le déploiement du financement participatif en France	8
<b>L'initiative des projets</b>	<b>8</b>
○ La plateforme britannique Spacehive et le projet « Unlock London's Secret Dock »	8
○ La plateforme française MyMajorCompany et l'opération « Devenez tous mécènes en deux clics ! »	9
○ Le rôle variable des acteurs publics dans l'initiative des projets « crowdfundés »	11
<b>Contextualisation diachronique et synchronique</b>	<b>11</b>
➤ Projet « Unlock London' Secret Docks »	11
○ La tradition du bénévolat et des charities en Grande-Bretagne	11
○ Une mainmise du pouvoir central en matière d'aménagement urbain pendant l'organisation des Jeux Olympiques 2012	12
○ Une faible implication des habitants	12
➤ Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! »	13
○ La restauration des monuments nationaux	13
○ Un mécénat d'entreprises avant tout	13
○ Une prédominance des seniors dans le don particulier	14
<b>LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS</b>	<b>14</b>
<b>Description et choix des outils de co-construction du <i>crowdfunding</i></b>	<b>14</b>
○ Une participation exclusivement financière	14
○ Le système « tout ou rien »	15
○ Un outil transparent ?	15
○ Un outil accessible	16
○ Le « verification process »	16
<b>Le poids de chaque catégorie d'acteurs dans les processus de financement participatif</b>	<b>16</b>
○ Un processus stratifié et une nette répartition des rôles entre chaque acteur: la question des barrières entre experts et profanes	17
○ Représentativité des donateurs dans les deux projets étudiés	17
<b>Les intérêts des acteurs</b>	<b>18</b>
○ Projet « Unlock London's secret dock », les intérêts du financement participatif pour les différents acteurs en présence: une source de financement majeure et de mobilisation citoyenne	18
○ Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! », les intérêts du financement participatif pour les différents acteurs en présence: une source de financement symbolique mais un facteur de diversification du public et des activités	20
<b>Intérêts dominants et dynamiques d'application du financement participatif</b>	<b>21</b>
○ Une forme de financement alternatif	21
○ Un moyen de pression indirecte sur les pouvoirs publics et de mise en place d'une dynamique collective	21
○ Un rôle nouveau conféré aux citoyens créatifs	22
○ Dans les faits : un dispositif très accessible pour les entreprises désireuses de s'impliquer de manière innovante dans l'aménagement urbain	22

○ Les motivations au don : entre intérêt personnel et bien-être collectif	23
<b>Communication</b>	<b>23</b>
➤ Projet « Devenez tous mécènes en deux clics !»	23
➤ Projet « Unlock London' Secret Docks »	24
➤ Analyse transversale : le rôle du numérique	24
<b>L'AVAL DES PROJETS</b>	<b>25</b>
<b>Les <i>output</i> : effets directs</b>	<b>25</b>
➤ Projet « Unlock London' Secret Docks »	25
➤ Projet « Devenez tous mécènes en deux clics !»	25
<b>Les <i>outcomes</i> : transformations induites et dynamique collective</b>	<b>25</b>
<b>L'évaluation</b>	<b>26</b>
<b>Analyse : Le « crowdfunding urbain », levier d'innovation et de modernisation de la gestion de la ville.</b>	<b>26</b>
○ Un renouvellement de la participation : les acteurs privés, financeurs et force de proposition	26
○ La modernisation de l'action publique par la recherche de nouveaux modes de financement	27
○ Le financement participatif appliqué aux projets urbains locaux, les prémises d'une tendance lourde	28
BIBLIOGRAPHIE	32

Cette réflexion sur le financement participatif (« *crowdfunding* ») de projets urbains adopte une approche comparative, s'appuyant notamment sur deux études de cas distinctes menées en France et en Angleterre.

- L'une concerne la plateforme de financement participatif française *MyMajorCompany*, dans le cadre du partenariat « *Devenez tous mécènes en deux clics !* », réalisé avec le Centre des monuments nationaux.
- L'autre concerne la plateforme de financement participatif britannique *Spacehive*, spécialisée dans le financement de projets urbains locaux. Une étude spécifique a été menée sur le projet *Unlock London's Secret Docks*.

Cette double étude de cas se différencie donc de celles réalisées dans le cadre de cette réflexion sur la co-construction de la ville par son caractère transversal, et la pluralité des initiatives de financement participatif étudiée. L'idée est ainsi d'apporter des éléments de réflexion généraux sur cette tendance au succès croissant. Ainsi, chaque thématique sera abordée par un développement sur chacune des plateformes et/ou sur le projet qui lui est associé, puis par une réflexion conclusive plus générale sur le sujet.

Le financement participatif est une technique de financement de projets limitant l'intermédiation via les acteurs traditionnels par la mise en relation des porteurs de projets et des financeurs. Ce processus, dont l'émergence a été grandement favorisée par le développement d'Internet, peut comprendre le prêt entre particulier, la collecte de dons ou l'investissement. Le développement des plateformes participatives est un mouvement récent mais d'ampleur croissante. La première plateforme de financement participatif a été créée en 2005 aux Etats-Unis par Kiva, une association américaine à but non lucratif de micro-crédit en ligne, mais le concept a été largement popularisé par le site américain Kickstater, créé en 2009

#### Personnes interviewées

Etude de cas sur le partenariat entre *MyMajorCompany* et le Centre des monuments nationaux, « *Devenez tous mécènes en deux clics !* »

**Matthieu Juin-Levite:** Chef du département du mécénat et des relations avec le monde de l'entreprise au Centre des monuments nationaux

**Camille Mollard:** Chef de projet chez *MyMajorCompany*, chargée du développement de la plateforme

Etude de cas sur le projet « *Unlock London's Secret Dock* » via la plateforme *Spacehive* (Londres)

**Bryan Collier:** Conseiller municipal (Canning Town South, Newham, Londres)

**Chris Gourlay:** Fondateur de la plateforme de *crowdfunding* *Spacehive*

**Simon Myers:** Manager du Gasworks Dock Partnership, porteur du projet « *Unlock London's Secret Dock* » (Newham, Grande-Bretagne)

**Graham Pilkington:** Directeur du service communal d'assainissement de Newham

**Paul Schafer:** Conseiller municipal (Canning Town South, Newham, Londres)

Autres interviews en lien avec le financement participatif

**Bryan Boyer:** Membre de l'équipe fondatrice de Brickstarter (Finlande)

**Jase Wilson:** Fondateur de la plateforme Neighbor.ly (Etats-Unis)

**Bryan Zhang:** Chercheur en thèse sur le *crowdfunding* à l'université de Cambridge (Grande-Bretagne)

### **L'influence du cadre institutionnel sur le déploiement du financement participatif**

Les plateformes de financement participatif *Spacehive* et *MyMajorCompany* s'inscrivent dans des contextes institutionnels distincts, qui semblent avoir une influence directe sur la place des acteurs publics au sein du processus et la marge de manœuvre laissée à la société civile.

- *Le cadre institutionnel anglais: la promotion de l'initiative communautaire*

La Grande-Bretagne présente une tradition politique facilitant l'initiative individuelle et communautaire (au sens de groupes défendant des intérêts communs). Ce modèle s'oppose donc à celui de l'État français, marqué par une tradition centralisatrice, où le secteur associatif est très dépendant des pouvoirs publics (Ambrosina et Sadoux, 2009). De cette conception de l'État britannique découle historiquement une séparation nette entre la sphère locale et la sphère centrale, qui forment une « entité politique duelle » (Bulppitt, 2003).

La conception d'un État limité a ainsi été valorisée du lendemain de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 1970: la structure centrale devait être la plus petite possible alors que les services publics étaient délégués aux acteurs locaux et autres entités administratives. Néanmoins, dans les faits, si les autorités locales détenaient des pouvoirs non négligeables, leurs actions consistaient avant tout à mettre en place des agences fournissant des services publics. Pour ce faire, elles ne disposaient pas d'une véritable autonomie en raison de leur marge de manœuvre limitée face à la levée de l'impôt local.

A partir des années 1980, ce système a évolué vers le concept de « gouvernance », qui s'est traduit par un contrôle moins important du pouvoir central sur les pouvoirs locaux, par l'importance croissante de nouveaux acteurs locaux et par la gestion privée de certains services publics (Cole et Peter, 2001). C'est aussi à partir de cette époque que les autorités locales anglaises ont dû se plier aux préceptes de la « nouvelle gestion publique », qui promeuvent les appels d'offre, les indicateurs de performance ou le contrôle par des agences semi-autonomes (Cole, 2007).

La Grande-Bretagne se caractérise également par une culture politique pluraliste. Depuis 40 ans, l'initiative communautaire est encouragée par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Dans cette perspective, l'État doit fournir les cadres légaux favorables à la responsabilisation et à l'action des forces vives locales. Cette ambition s'inscrit dans le cadre actuel du projet de décentralisation du gouvernement, poursuivant ainsi d'une manière spécifique le mouvement de libéralisation des années Thatcher et de centralisation des années Blair.

Parallèlement, la notion d'*empowerment* - processus qui permet aux individus et aux groupes d'accéder à plus de marge de manœuvre, et à plus de capacités d'initiative pour agir sur leurs conditions sociales - a connu un développement majeur ces dernières années. Le concept de « *Big Society* » a également émergé, devenant l'idée politique phare du parti conservateur en 2010. Le chercheur Francis Davis distingue deux autres éléments formant le socle du projet gouvernemental: la réforme du secteur public et l'action philanthropique (Davis, 2011).

L'encadré ci-dessous faisant état de quelques mécanismes créés dans les domaines de l'initiative communautaire et de l'aménagement urbain peut donner une idée plus précise de l'ambition gouvernementale en la matière.

### **Aperçu de la législation anglaise**

- *Social enterprise*, alternative aux *charities* (structure légale traditionnelle à but non-lucratif) : structure créée en 2002, « entreprise qui a des objectifs sociaux premiers et dont les surplus sont principalement réinvestis, pour cet objectif dans l'entreprise ou dans la communauté, plutôt que d'être conduite par le besoin de maximiser le profit pour les actionnaires et les propriétaires. » (*Stratégie pour les entreprises sociales*, DTI). Cette structure est particulièrement intéressante et offre une plus grande marge de manœuvre aux individus souhaitant poursuivre un objectif à visée social tout en pouvant puiser dans leurs propres ressources financières générées par une activité économique. Elle renouvelle ainsi la structure juridique de la *charity*, qui ne permet guère d'exercer d'activités économiques et qui reste donc très dépendante des subventions et dons extérieurs.
- *New Deal For Community* (1998-2011) : programme de régénération urbaine initiée par le gouvernement travailliste dans 39 zones urbaines désignées comme étant les plus en difficulté. L'objet était d'inclure les habitants dans la définition des orientations stratégiques et dans l'allocation des ressources financières de leur ville, sous la supervision des *Local NDC Partnerships*.
- Un fonds de 60 millions de livres (plus de 70 millions d'euros) a été créé par le gouvernement Cameron pour financer la création de start-up ou de projets locaux, s'inscrivant dans la promotion de l'initiative locale et communautaire.
- Il existe également des dispositifs originaux, qui ne sont pas une réponse à une obligation légale mais qui traduisent une nouvelle organisation de la gouvernance, favorisée par l'autorité publique locale.

Enfin, la crise de finances publiques locales doit être prise en compte pour comprendre la pleine signification d'un tel projet social et politique. La notion de « *Big Society* » est étroitement liée à la politique de réduction drastique des dépenses publiques menée depuis 2010 par le gouvernement Cameron. Le recours aux collectivités, aux fonds privés et au bénévolat a ainsi été explicitement présenté comme un moyen de compenser la baisse des financements publics. Ce programme doit aussi pousser les collectivités et les communautés d'individus à être plus innovants, afin de réaliser des économies et de proposer des solutions optimales en fonction du contexte local et des demandes des usagers.

- *L'influence du cadre institutionnel sur la conception et le déploiement du financement participatif en Grande-Bretagne*

Le contexte anglo-saxon se prête bien au déploiement du financement participatif. Pour Chris Gourlay, fondateur de la plateforme britannique *Spacehive*, le dispositif du *crowdfunding* correspond aux principes véhiculés par l'idée de « *Big Society* ». On pourrait en effet considérer que la définition des objectifs de l'agenda de la « *Big Society* » et de ses instruments, par le gouvernement de D. Cameron, a créé les conditions favorables au développement du financement participatif. L'application du *crowdfunding* au Royaume-Uni permettrait de relier le modèle anglo-saxon de l'entreprise privée et du marché concurrentiel à la tradition d'investissements publics dans des projets de grande envergure<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> A. Hon, « How crowdfunding can kickstart the Big Society », *The Telegraph*, 3 mai 2012 : « *The UK is a unique country. We have the Anglo-Saxon model of private enterprise and the free market, but we also have a long tradition of public funding of worthy project. Crowdfunding allows us to build a bridge between those two worlds and to give the public a say in what we want.* »

En Grande-Bretagne, le mouvement du financement participatif est notamment incarné par la plateforme Internet *Spacehive*. Elle a été créée en 2011 par Chris Gourlay, ancien journaliste au *Sunday Times* et spécialiste des questions d'urbanisme et d'architecture. Le caractère pionnier de la plateforme réside dans son articulation avec le domaine de l'urbain, d'où la création de l'expression d'« urbanisme Kickstarter »<sup>2</sup>. Elle propose ainsi à toute personne morale, de droit public ou privé, de proposer un projet, à condition que celui-ci soit un « *community project* », c'est-à-dire dédié à l'espace public ou à la valorisation des villes par leurs habitants et usagers.

- *Le cadre institutionnel français: la prégnance de l'acteur public dans les dispositifs de participation*

Le modèle institutionnel français s'inscrit lui bien davantage dans une tradition centralisée, républicaine et d'Etat Providence. L'Etat ne se limite ainsi pas à des fonctions régaliennes mais se veut le garant d'un niveau minimum de bien-être social pour l'ensemble des individus. L'exigence républicaine d'égalité entre citoyens a en outre largement été conçue comme indissociable d'une action publique centralisée, afin de proposer un niveau de prestations publiques uniforme sur l'ensemble du territoire national. La prise de décision se caractérise ainsi par une approche descendante (« *top down* »), marquée notamment par une vision pyramidale et hiérarchique de l'Etat, selon laquelle les décisions sont prises par les représentants de l'autorité publique à un niveau central. Dans cette optique, les élus détiennent le monopole de la garantie de l'intérêt général qui transcende les avis des simples citoyens. Selon J. Donzelot (Donzelot, 2012), cette tradition descendante ancrée dans la pratique et les esprits explique la faiblesse du développement communautaire. En France, le pouvoir serait indivisible, conçu comme avoir limité, que l'on détient ou que l'on perd.

Toutefois, l'invocation de la crise de l'Etat-Providence et les préceptes de la nouvelle gestion publique (« *New Public Management* ») semblent amorcer un changement de paradigme progressif, à l'œuvre depuis une trentaine d'années. Engagé avec les premières vagues de décentralisation du début des années 1980, ce mouvement va de pair avec une territorialisation des politiques publiques, une réduction des échelles des projets et une institutionnalisation de la participation. S'organise également un recours croissant à des dispositifs ayant pour objectif d'impliquer une pluralité d'acteurs moins traditionnels et la mise en œuvre d'instances visant à organiser la discussion, au-delà de la simple consultation. Les politiques publiques, autrefois largement prescriptives, s'orientent de plus en plus vers l'édiction de cadres normatifs procéduraux et incitatifs. Un nombre croissant de décisions sont par exemple proposées à la discussion, notamment dans le domaine de l'urbain. Cela est incarné par des procédures largement institutionnalisées et codifiées comme les enquêtes et les débats publics, mais également par une myriade de dispositifs locaux, ne répondant pas nécessairement à une obligation légale.

Ce mouvement peut être caractérisé comme la montée en puissance substantielle de l'« impératif délibératif » (Blondiaux et Sintomer, 2002). Issue de la philosophie de J. Habermas, la notion de démocratie délibérative induit que la norme ne serait pleinement légitime qu'à condition de se fonder « *sur des raisons publiques résultant d'un processus de délibération inclusif et équitable, auquel tous les citoyens peuvent participer et dans lequel ils sont conduits à coopérer librement* ». En réponse à la complexité croissante des sociétés modernes et à la crise de la légitimité technocratique, la mise en place d'un tel cadre délibératif pourrait permettre de reconnaître la compétence des usagers/profanes jusque là largement ignorés dans le processus de décision. Cette conception de la démocratie bouscule le monopole des représentants de l'autorité publique sur la définition et la défense de l'intérêt général et celui des experts sur la définition des solutions techniques.

---

<sup>2</sup> H. Guillaud, « Le financement participatif peut-il bâtir des villes ? », InternetActu.net. Consulté le 14/05/13. Lien url : <http://www.internetactu.net/2012/09/06/le-financement-participatif-peut-il-batir-des-villes/>

En dépit d'une présence encore prégnante des acteurs institutionnels, d'un secteur associatif largement dépendant des pouvoirs publics et de réticences face à la montée des initiatives « communautaires », la société civile semble malgré tout acquérir une place grandissante dans les processus de décision. Une attention croissante est ainsi portée aux expériences étrangères et une diffusion des modèles, parfois encore expérimentaux, semble à l'œuvre. Par ailleurs, dans un contexte de crise des finances publiques, l'enjeu est tout autant de diversifier les sources de financement que de rationaliser les dépenses. Dans ce cadre, la société civile peut potentiellement à la fois assurer un rôle de financeur et formuler des propositions innovantes grâce à l'expertise d'usage qu'elle détient. Elle contribuerait à l'effort de rationalisation des dépenses publiques en faisant remonter aux instances de décision des projets plébiscités et conçus, au moins partiellement, par elle.

- *L'influence du cadre institutionnel sur la conception et le déploiement du financement participatif en France*

Le financement participatif connaît également un succès croissant en France, notamment à travers la plateforme Internet *MyMajorCompany*. Créée en 2007, elle a depuis permis la levée de plus de 13 millions d'euros<sup>3</sup>. Initialement conçue comme un label musical, l'entreprise a progressivement diversifié ses activités pour devenir une plateforme de financement participatif que l'on pourrait qualifier de généraliste, sur laquelle toute personne majeure peut proposer un projet musical, littéraire, technologique mais également patrimonial. Toutefois, aucune plateforme française de financement participatif n'est, à ce jour, spécifiquement dédiée au financement de projets urbains locaux, à la différence de la Grande-Bretagne avec *Spacehive* ou des Etats-Unis, avec, entre autres, *Neighbor.ly*. Le *crowdfunding* se conçoit finalement en France plutôt comme un soutien au développement d'activités économiques individuelles.

### **L'initiative des projets**

- *La plateforme britannique Spacehive et le projet «Unlock London's Secret Dock»*

A l'instar de la grande majorité des plateformes de financement participatif de projets urbains<sup>4</sup>, *Spacehive* a été créée par des acteurs non institutionnels. C'est en effet Chris Gourlay, ancien journaliste au *Sunday Times* qui en est à l'initiative, en collaboration étroite avec le cabinet de conseil immobilier Drivers-Jonas-Deloitte. Pour son fondateur, la nécessité d'un tel outil est précisément née du constat de la très faible diversité des acteurs dans l'élaboration et la conduite des projets urbains. Chris Gourlay affirme s'être ainsi très fortement inspiré de la plateforme américaine *Kickstarter* pour l'appliquer à l'urbain.

Cette initiative privée a reçu le soutien d'institutions publiques. Une phase de négociation avec les acteurs publics, et notamment avec le maire du Grand Londres, Boris Johnson, s'est révélée indispensable pour fixer le statut juridique de la plateforme. Enfin, la plateforme bénéficie depuis ses débuts d'un soutien financier de la *Big Lottery Fund* (entité publique chargée de redistribuer les fonds récoltés par la *National Lottery* pour de « bonnes causes »), de la *Business in the community* (BITC, regroupement d'entreprises souhaitant reverser des fonds à des œuvres caritatives, etc.) et de la *British Property Federation* (BPF).

La plateforme se présente ainsi comme un intermédiaire entre les investisseurs et les porteurs de projets urbains et « civiques » à la recherche de financements alternatifs aux sources plus traditionnelles du financement (banques, etc.). Cette interface web doit également permettre de

---

<sup>3</sup> Source : [www.mymajorcompany.com](http://www.mymajorcompany.com)

<sup>4</sup> Ioby – USA : créée en 2008 ; Spacehive – G-B : créée en 2011 ; Neighbor.ly – USA : créée en 2012



faire connaître leur initiative à une échelle beaucoup plus large que celle de leur environnement proche.

Le projet « *Unlock London's secret dock* » financé via la plateforme participative *Spacehive* consiste en la construction d'un pont permettant de relier l'entrée d'une friche portuaire (le Cody Dock) à un sentier de balade de 12 km longeant la Lea River et allant jusqu'à la Tamise. Il s'inscrit dans un projet plus global de revalorisation de la friche portuaire située dans le *borough* de Newham, à l'Est de Londres. Après avoir procédé à des travaux de dépollution et de déblayage de cet ancien port d'amarrage, les porteurs de projet souhaitent faire de ce lieu un espace public fréquenté par les habitants de Newham et de Londres ainsi qu'un espace de travail pour artistes. Cette ambition semble rejoindre en cela le soubassement idéologique l'idée de « ville créative » (Florida, 2002), tout en affichant la volonté d'intégrer les populations défavorisées de Newham au développement de la zone concernée.

L'utilisation de l'espace a été définie de manière précise et au préalable par les porteurs du projet, en partenariat avec la municipalité vis-à-vis de laquelle les porteurs de projet se sont engagés à réaliser un certain nombre de travaux d'ici dix ans : dépollution des sols, déblayage et viabilisation du site, installation d'une clôture, valorisation de l'espace existant. Ce dernier point a été défini de façon assez vague, ce qui laisse une relative large marge de manœuvre aux porteurs de projet. L'échéance des dix ans correspond au transfert temporaire des titres de propriété d'accès de la municipalité de Newham à la *social enterprise* Gasworks Dock Partnership.

Le projet « *Unlock London's Secrets Dock* » est porté, depuis ses débuts en 2008, par des individus engagés mais non-experts en matière de renouvellement urbain et d'aménagement. Après s'être constitués en *social enterprise* (voir encadré p.6) en 2009, les citoyens à l'initiative du projet ont décidé d'utiliser le financement participatif via le site *Spacehive* à deux reprises pour rassembler des fonds nécessaires à la valorisation d'un dock délaissé par les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers. Une première campagne de 5000 euros a ainsi été lancée en octobre 2012 et a atteint son objectif. La seconde campagne a commencé en mars 2013 et doit se terminer en août 2013. Son objectif à atteindre est beaucoup plus important cette fois-ci : les porteurs de projet cherchent à rassembler 79 693 £.

Cette initiative privée a donc rencontré un accueil favorable des acteurs publics, qu'ils soient locaux (municipalité) ou centraux (agence d'aménagement). Elle a en effet répondu à une demande des pouvoirs publics locaux, désireux d'œuvrer pour l'amélioration de ce quartier défavorisé mais dans l'incapacité de financer des actions en ce sens. Quant à l'établissement public d'aménagement, il a soutenu la valorisation d'une zone dont les coûts d'aménagement avaient été préalablement jugés trop important au regard de son intérêt.

- *La plateforme française MyMajorCompany et l'opération « Devenez tous mécènes en deux clics ! »*

*MyMajorCompany* est une société commerciale privée, sous régime juridique de société par actions simplifiée, créée en décembre 2007 par Simon Istolainen, Michael Goldman, Sevan Barsikian, Anthony Marciano et Boris Pavlovic.

L'initiative de la plateforme de financement participatif est donc privée, et en outre motivée par une logique entrepreneuriale de profit. L'entreprise perçoit d'ailleurs 10% des dons versés à chaque projet.

Désireuse de diversifier ses activités, c'est *MyMajorCompany* qui est à l'initiative de la première formulation du projet « *Devenez tous mécènes en deux clics !* ». Confronté à une baisse de 3,5% de la subvention d'Etat et souhaitant rajeunir son image en se faisant connaître d'un public plus jeune, le Centre des monuments nationaux, établissement public sous la tutelle du Ministère de la culture et de la communication, a accueilli favorablement cette proposition. Le projet a ensuite été

retenu dans le cadre de l'appel à projet services numériques culturels innovants 2012, lancé par le ministère de la Culture et de la Communication en novembre 2011.

Ce partenariat s'est ainsi noué autour de la restauration de quatre monuments de novembre 2012 à mai 2013:

	<b>Somme demandée</b>	<b>Somme récoltée</b> - <b>% par rapport à la somme demandée au départ</b>	<b>Nombre de donateurs</b>	<b>Part de la somme récoltée dans le coût total des travaux</b>
<b>Dôme du Panthéon</b>	5000 €	68 566 € - 1317 %	1183	0,4 % sur 19 millions d'€
<b>Pont-Levis du Mont-Saint-Michel</b>	5000 €	23 755 € - 457 %	380	16 % sur 150 000 €
<b>Statue Dame Carcasse (cité de Carcassonne)</b>	20 000 €	20 569 € - 103 %	391	103 % sur 20 000 €
<b>Statut d'Hippom�ne et d'Atalante (parc de Saint-Cloud)</b>	10 000 €	16 % sur 150 000 €	91	103 % sur 10 000 €

Dans une optique d'accessibilité maximale, le montant minimal des dons a été fixé à 1 . Les dons supérieurs à 5  sont récompensés par des rétributions diverses, selon le montant (remerciements Facebook, Twitter; certificat officiel de mécène, nom et/ou photographie du donateur   proximité du monument durant les travaux, invitation au vernissage d'inauguration, etc.). De plus, les dons supérieurs ou égaux à 10  donnent automatiquement droit à des réductions d'impôt sur le revenu, égales à 66% de la somme donnée.

La campagne de dons a ainsi débuté le 6 novembre 2012 et s' st clôturée le 1<sup>er</sup> mai 2013. Chaque monument a atteint son objectif, ce qui constitue la condition nécessaire au versement des dons au porteur de projet s'appliquant à l'ensemble des projets hébergés par *MyMajorCompany*. Les excédents financiers récoltés sont:

- soit destinés à financer le même projet, lorsque l'objectif financier fixé ne constituait qu'une part du montant réel du projet (projets Panthéon et Mont Saint-Michel)
- soit alloués à la restauration d'autres monuments présents sur le site du projet initial, lorsque l'objectif fixé représentait la totalité du montant de la restauration (Statue Dame Carcasse et Statue d'Hippom ne et d'Atalante au parc de Saint-Cloud).

Ce projet de partenariat peut-être considéré comme le fruit d'une initiative partagée entre un acteur privé et un acteur public. En effet, si c'est l'entreprise privée *MyMajorCompany* qui s'est constituée en force de proposition auprès de l'établissement public qu'est le Centre des monuments nationaux, le projet a néanmoins ensuite été en grande partie défini par l'établissement public et a pu se déployer grâce à l'appel à projet du Ministère de la Culture et de la Communication

- *Le rôle variable des acteurs publics dans l'initiative des projets « crowdfundés »*

Chacune des deux plateformes est donc d'initiative privée, avec un soutien variable de la part des acteurs publics. Par contre, le statut des acteurs à l'initiative des projets étudiés et co-financés au travers de ces plateformes varie. D'ailleurs, ce statut semble déterminer le paradigme dans lequel le financement participatif s'inscrit au travers de chacune de ces plateformes.

L'objectif de *Spacehive* est ainsi de permettre à de simples citoyens désireux de valoriser leur environnement de proposer des projets à l'échelle locale et, à terme, de les concrétiser. L'initiative privée du projet « *Unlock London's secret dock* » répond à cette ambition puisque bien qu'elle réponde à une attente de la puissance publique, elle est néanmoins le fait de particuliers privés et non-experts. Au travers de *Spacehive*, et la plupart des autres plateformes anglo-saxonnes tournées vers l'urbain, le citoyen peut ainsi être porteur de projet ou donateur.

A l'inverse, alors que le financement participatif connaît un succès croissant en France pour des projets artistiques et culturels, son extension au domaine de l'urbain reste encore largement du ressort des acteurs publics. L'objectif du partenariat entre *MyMajorCompany* et le Centre des monuments nationaux n'est pas de permettre aux profanes de soumettre des projets d'intérêt public mais de financer des projets proposés par la puissance publique. Le citoyen-usager est cantonné à un rôle de donateur dans ce projet d'initiative partagée entre un acteur économique privé et la puissance publique.

### **Contextualisation diachronique et synchronique**

- *Projet « Unlock London' Secret Docks »*

Le projet étudié prend place au sein d'un cadre national et local marqué par des pratiques et réseaux d'acteurs particuliers, expliquant ainsi sa configuration actuelle. Il convient de s'arrêter d'abord sur la présence historique de formes d'organisations bénévoles en Grande-Bretagne, et notamment des *charities*. A l'échelle spécifiquement locale, outre la municipalité de Newham, on peut distinguer une instance majeure en matière d'aménagement urbain: l'agence de renouvellement urbain sous tutelle étatique, la *London Thames Gateway Corporation* (dissoute en 2011). Ce district de l'Est londonien présente par ailleurs une population faiblement impliquée dans la vie municipale.

- *La tradition du bénévolat et des charities en Grande-Bretagne*

La tradition anglo-saxonne du bénévolat et des systèmes de collecte de dons est centrale pour mieux comprendre la signification du *crowdfunding* en Grande-Bretagne.

La pratique du bénévolat s'exprime en grande partie dans le cadre des *charities*<sup>5</sup> en Grande-Bretagne. Ces structures légales traditionnelles à but non-lucratif doivent avoir pour objectif l'un des quatre éléments suivants : lutte contre la pauvreté, la promotion de l'éducation, la promotion de la religion ou une autre action au profit de la communauté<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Le terme peut être traduit par « charité », « aumône », mais aussi par « œuvre caritative », « organisation qui vient en aide ».

<sup>6</sup> Le fonctionnement et l'organisation des charities sont régis par la *Charities Act* de 2006

Le *crowdfunding* semble ainsi s'inscrire dans un contexte propice à son succès, en raison de l'habitude de la population et des institutions à ce type d'organisme et à la collecte de don. A ce titre, les ménages britanniques auraient tendance à donner davantage que les ménages français (Gérome, 2010). Toutefois, on peut considérer que la propension des citoyens à utiliser ce genre d'outil est un phénomène qui s'inscrit aussi dans un contexte global de mobilisation des citoyens et de réseaux d'entraide, même si la tradition des *charities* peut favoriser l'implantation des plateformes de *crowdfunding* dédiées à des projets civiques<sup>7</sup>.

- *Une mainmise du pouvoir central en matière d'aménagement urbain pendant l'organisation des Jeux Olympiques 2012*

Le territoire du Cody Dock où prend place le projet est profondément marqué par les travaux opérés à partir de 2005-2006 dans l'optique des Jeux Olympiques de Londres 2012. C'est dans cette optique qu'a été créée en 2005 la *London Thames Gateway Development Corporation* (LTGDC). Cette dernière est une *Urban development corporation* (UDC), chargée de développer deux quartiers du nord-est londonien, situés dans la zone Thames Gateway. Ses fonctions ont pris fin en avril 2011 et ont été transférées à la *London Legacy Development Corporation* (LLDC)<sup>8</sup>. Inventées sous le gouvernement Thatcher, des UDC ont été mises en place dans chacune des grandes villes britanniques. Il s'agit de corporations pilotées par le gouvernement et chargées de coordonner des projets de régénération urbaine. Elles se substituent aux autorités locales et cherchent ainsi à accroître la centralisation, ce qui entraîne une réduction de l'autonomie financière et des responsabilités pour les échelons locaux. Il s'opère ainsi un dessaisissement des pouvoirs municipaux.

La mainmise du pouvoir central a été particulièrement forte pendant l'organisation des Jeux Olympiques dans la zone au sein de laquelle s'inscrit le projet étudié, et cela en raison de son importance stratégique pour la métropole londonienne. Bien que le territoire du projet « *Unlock London's Secret Dock* » soit une friche portuaire comprise dans le périmètre de la LTGDC, il n'a cependant fait l'objet d'aucun travaux. En effet, une étude de faisabilité réalisée sur le site du dock par la LTGDC en 2007 soulignait le coût trop important des travaux nécessaires par rapport aux potentiels de cet espace. Le Cody Dock se situe ainsi à la lisière du grand complexe olympique de Stratford City (au nord du *borough*) qui constitue également l'un des principaux nœuds ferroviaires de Londres (une nouvelle gare internationale y a été construite). Par ailleurs, il est localisé juste en face du dynamique quartier d'affaire Canary Wharf, ayant, lui aussi, fait l'objet de travaux de requalification qui lui ont permis de s'imposer aujourd'hui comme une centralité tertiaire et commerciale à l'échelle métropolitaine. Ainsi, face à l'urgence de l'organisation des JO et au besoin de justification des investissements substantiels pour les instances étatiques de planification, le *borough* de Newham s'est vu dessaisir d'une partie de ses compétences en matière d'aménagement. A ce titre, certains acteurs ont pu parler d'une planification entrepreneuriale menée dans une perspective de « territorialisation olympique » (Appert, 2012).

De cette situation résulte une tension accentuée entre les autorités du Grand Londres, organisatrices des JO, et les pouvoirs locaux dont les membres sont souvent des individus habitant depuis longtemps dans le quartier, témoignant ainsi d'un fort ancrage territorial (affectif, familial, professionnel, etc.). Ce contexte tendu entre le niveau municipal et le niveau central explique l'accueil favorable du projet Cody Dock par les acteurs locaux, ces derniers voyant dans cette initiative un moyen de rééquilibrer l'ensemble du *borough* en insufflant un certain dynamisme au sud, défavorisée par rapport par à la zone nord.

- *Une faible implication des habitants*

---

<sup>7</sup> Entretien effectué par Skype avec Bryan Zhang, chercheur en thèse sur le crowdfunding à Cambridge (UK)

<sup>8</sup> Site officiel de la mairie du Grand Londres. Lien url : <http://www.london.gov.uk/priorities/housing-land/land-assets/london-thames-gateway-development-corporation>

Si les porteurs du projet *Unlock London's Secret Dock*, situé dans le *borough* (« district ») de Newham (Est londonien), prônent les principes d'*empowerment* et d'initiative communautaire, ils doivent composer avec un territoire caractérisé par une très faible mobilisation des habitants. Newham est le second district le plus défavorisé d'Angleterre<sup>9</sup>. Lieu de transit plutôt que de résidence à long terme, le *borough* connaît un taux de rotation des habitants très important (1 habitant sur 3 a déménagé depuis 2007<sup>10</sup>). Son taux d'abstention aux élections locales et nationales est l'un des plus importants du pays. Fort d'un dynamisme croissant dans le nord de son territoire, le *borough* doit néanmoins toujours faire face à des nombreuses difficultés socio-économiques qui touchent sa population, et notamment dans le sud du district. Le *borough* présente également des potentiels sur lesquels les porteurs de projet entendent s'appuyer : peuplée majoritairement de personnes issues de l'immigration, la collectivité est riche d'une très grande diversité ethnique.

➤ *Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! »*

○ *La restauration des monuments nationaux*

En France, l'entretien et la restauration des monuments nationaux est strictement encadrée par les pouvoirs publics, via le Centre des monuments nationaux (CMN). Le CMN a pour missions de mettre en valeur le patrimoine qui lui est confié, d'en développer l'accessibilité au plus grand nombre et d'assurer la qualité de l'accueil. Depuis 2007, cet établissement public est également chargé de restaurer les monuments et de les entretenir pour leur transmission aux générations futures.

Son budget total annuel en 2012 était de 130 millions d'euros, alimenté majoritairement par ses propres ressources (billetterie, locations d'espaces, recettes issues des boutiques et des Editions du patrimoine, mécénat), mais aussi par une subvention du ministère de la Culture et de la Communication dont les deux tiers sont à destination des opérations d'entretien et de restauration.

A l'instar des autres grands établissements et de l'ensemble du ministère de la Culture, le CMN voit, en 2013, son budget de fonctionnement réduit (- 2,5% de subvention en moins) et son fonds de roulement ponctionné (4,7 millions d'euros reversés au budget de l'Etat)<sup>11</sup>. Dans ce contexte de coupes budgétaires, le *crowdfunding* se présente potentiellement comme une source d'économie innovante.

○ *Un mécénat d'entreprises avant tout*

Traditionnellement, les dispositifs français d'appel au don pour la restauration des monuments historiques sont principalement dirigés vers les entreprises. Si le mécénat se définit comme « le soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général » (Arrêté du 6 janvier 1989 relatif à la terminologie économie et financière), le développement du mécénat doit beaucoup aux mesures incitatives apportées par la Loi Aillagon du 1<sup>er</sup> août 2003. Grâce à cette loi, une entreprise fournissant une somme d'argent à une entité pour financer un projet de mécénat bénéficie d'une réduction de l'impôt sur les sociétés de 60%, plafonnée à 0,5% de son chiffre d'affaire. Aujourd'hui,

---

<sup>9</sup>« The English indices of deprivation 2010 », Department for Communities and Local Government. Rapport mis en ligne le 24/03/2011. Consulté le 15/05/2013. Lien url :

[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/6871/1871208.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/6871/1871208.pdf)

<sup>10</sup> «Slum landlords. Down and out in London», *The Economist* (US), mis en ligne le 31 décembre 2011, tiré de l'édition imprimée. Consulté le 2 juin 2013. Lien url: <http://www.economist.com/node/21542164>

<sup>11</sup> D. Rykner, « Les projets du Centre des monuments nationaux présentés par Philippe Belval », *La Tribune de l'art* (en ligne). Mis en ligne le 24/10/2012. Lien url : <http://www.latribunedelart.com/les-projets-du-centre-des-monuments-nationaux-presentes-par-philippe-belaval#nh1>

le dispositif fiscal français en matière de mécénat est considéré comme le plus avantageux au monde<sup>12</sup>. Pourtant, le mécénat culturel en France connaît une lente érosion ces dernières années.

- *Une prédominance des seniors dans le don particulier*

Enfin, le don par des particuliers aux associations et aux fondations est essentiellement le fait de personnes relativement âgées. En 2011, les 50-59 ans et les 60-69 ans représentaient 39% des foyers fiscaux donateurs<sup>13</sup>. Ainsi, c'est également dans la perspective de diversifier le public des donateurs et d'ouvrir la pratique du mécénat à des populations plus jeunes que la campagne « *Devenez tous mécènes en deux clics* » a été lancée en utilisant l'outil numérique.

*« Cet outil permet d'accéder à un public plus jeune, qui a l'habitude d'aller sur Internet mais va peu dans les monuments. »*

Mathieu Juin-Lévite, Chef du département mécénat au CMN

## **La mise en œuvre des projets**

---

### **Description et choix des outils de co-construction du *crowdfunding***

- *Une participation exclusivement financière*

Au regard de la participation, le *crowdfunding* se limite au don financier. Aucune consultation ni délibération n'ont lieu au sujet des projets proposés. A la recherche d'exploitation de l'intelligence collective est favorisé la quête de pragmatisme par l'utilisation des moyens individuels.

Cette forme financière de la participation peut être désintéressée, ou non. Selon les plateformes, des contreparties sont offertes aux donateurs à partir d'une certaine somme, et de nature différente suivant les montants versés. Ces contreparties peuvent prendre la forme de déductions fiscales et/ou de remerciements dans le cas *MyMajorCompany*. Elles sont absentes sur la plateforme *Spacehive*. A ce titre, la question du désintéressement est difficile à évaluer. Selon Camille Mollard, les motivations financières - à savoir les rétributions pécuniaires sous forme de déductions fiscales qu'entraîne le don - viendraient après des motivations d'ordre plus affectif.

*« Les gens accordent beaucoup de valeur au fait d'avoir leur nom à l'entrée du monument. La défiscalisation ne va pas motiver l'acte mais plutôt l'influencer à la hausse. »*

Camille Mollard, Chef de Projet chez *MyMajorCompany*

On peut dès lors s'interroger sur le caractère éventuellement problématique de ce type de participation dans le cadre de la fabrication de la ville. Pour le fondateur de *Spacehive*, les plateformes de financement participatif n'ont pas vocation à se constituer comme des instances de

---

<sup>12</sup> J.-M. Tobelem et S. Piquet, « Pour être sauvé, le mécénat en France doit convaincre de son utilité », *Les Echos*. Mis en ligne le 18/06/2012. Consulté le 16/05/2013. Lien url : <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/associations-fondations/221148041/etre-sauve-mecenat-france-doit-convaincre-utilite>

<sup>13</sup> Source : Baromètre France Générosités – CerPhi, édition 2012, Etude sur l'évolution de la générosité en France, publiée le 20 juin 2012

débat autour d'un projet. Libre aux porteurs de projet de mettre en place de tels forums de discussion avec leurs financeurs, ou de faire appel à des volontaires parmi eux, comme cela a été le cas pour le projet *Unlock London' Secret Dock*. En outre, le cantonnement à la participation financière se justifie par l'instabilité qu'entraînerait un projet non défini au préalable par les porteurs de projet.

*"If people then change this and amended it, we would loose credibility and trust in the system"<sup>14</sup>.*

Chris Gourlay, Fondateur de *Spacehive*

Pour Chris Gourlay, le « co-design » ne peut ainsi plus intervenir une fois la phase de financement démarrée car les réalisations doivent correspondre au projet que les donateurs décident de soutenir financièrement. Ceci constitue non seulement un gage de réalisation effective, mais également de crédibilité pour la plateforme, faute de quoi la confiance des financeurs dans le système en pâtirait.

Le don pourrait par ailleurs constituer une forme de participation citoyenne. Selon les acteurs interrogés dans le cadre de ces études de cas, le soutien financier à un projet constitue en effet un message dirigé vers les pouvoirs publics en manque de légitimité démocratique, constituant ainsi une forme de participation différente du vote mais porteuse de sens.

*"Government is not really representative of what people think. Similarly planning is not really representative of what people think. So actually, if you can get someone really poor to give 1£ to this project, and they put their name on it, that sends a signal to local government. There is someone who is willing to spend more energy in this project than voting. Well, then, you have to think."<sup>15</sup>*

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London' s Secret Dock*

- *Le système « tout ou rien »*

A l'instar de la plupart des plateformes participatives, tous secteurs confondus, les plateformes étudiées fonctionnent sur le principe du « tout ou rien ». Une fois la campagne de levée de fonds terminée- d'une durée de six mois sur les deux plateformes étudiées - la somme récoltée ne peut être versée au porteur de projet que si le montant souhaité a été atteint. Le cas échéant, les financeurs se voient remboursés de la somme qu'ils ont donnée. En revanche, si la jauge enregistre un surplus de dons, le porteur de projet peut en bénéficier. Ce système contribue à garantir aux financeurs que l'argent récolté financera le projet élaboré au préalable et pas à autre chose.

Cependant, avec ce dispositif, de nombreux projets n'aboutissent pas au terme des campagnes de financement, parce que le projet n'est pas assez connu et/ou que la somme fixée est trop élevée. C'est le risque qu'encourt le projet *Unlock London' Secret Docks*. Dans l'hypothèse où la somme demandée ne serait pas entièrement rassemblée, les porteurs de projet prévoient de demander aux pouvoirs publics – locaux (Municipalité de Newham) et centraux (*London Legacy Development Corporation*) – de financer la construction du pont. Actuellement en négociation avec ces acteurs, les porteurs de projet tentent également de pousser ces collectivités à participer à la campagne de *crowdfunding* lancée sur *Spacehive*, qui accepte tout type de donateurs (individuels, collectifs, publics ou privés).

- *Un outil transparent ?*

---

<sup>14</sup> «Si les gens avaient le pouvoir de changer et d'amender un projet, le système perdrait tout crédibilité et l'on n'aurait plus confiance en lui.»

<sup>15</sup> «Le gouvernement n'est pas vraiment représentatif de ce que les gens pensent. Il en va de même pour la planification urbaine. Par conséquent, si vous arrivez à faire en sorte que quelqu'un de très pauvre donne 1£ à un projet et qu'il dise qui il est, cela envoie un message au pouvoir local. Si quelqu'un est capable de donner plus d'énergie dans ce projet plutôt que d'aller voter, alors il est temps de se remettre en question.»

Les représentants des plateformes de financement participatif interviewés mettent fréquemment en avant la transparence des dispositifs. En effet, les projets garantiraient une certaine transparence par l'obligation qu'ont les initiateurs de publier un cahier des charges. En outre, l'interface web permettrait de voir qui finance un projet. Toutefois, il convient de s'interroger sur la réalité de cette transparence. En effet, le suivi en temps réel des dons ne permet pas pour autant ni de s'assurer de l'identité réelle des financeurs - qui peuvent utiliser un pseudonyme quelconque ou rester anonymes - ni d'avoir un véritable contrôle sur la manière dont l'argent est utilisé une fois la campagne clôturée. Pour atténuer ce dernier risque, la plateforme Spacehive réalise un contrôle des dépenses réalisées une fois la somme demandée atteinte par un *Project Delivery Manager*. Cette personne est interne à la plateforme et permet d'assurer une certaine effectivité quant à la réalisation du projet.

- *Un outil accessible*

Les créateurs des deux plateformes étudiées ont souligné l'effort fourni en termes d'ergonomie et d'accessibilité pour les utilisateurs. Dans cette perspective, la plateforme Spacehive a cherché à développer une image jeune et décontractée, afin de vivre une « *friendly experience* » (C. Gourlay).

- *Le « verification process »*

Pour pallier les problèmes relatifs à la fiabilité des projets, la question centrale semble résider dans la présence, ou non, d'un accompagnement des projets par la plateforme. C'est le cas pour la plateforme de *crowdfunding Spacehive* qui met en place un « processus de vérification » que doit suivre toute personne désireuse de proposer un projet. Ce système d'audit vise à vérifier la viabilité des projets. Il est conduit en partenariat avec l'agence de conseil immobilier Drivers-Jonas-Deloitte, des experts internes à la plateforme ainsi que des entreprises spécialisées dans des domaines particuliers liés à la ville (performance énergétique, développement économique, agriculture urbaine, etc.). Les projets proposés présenteraient ainsi plus de chance de se voir complètement financés et réalisés selon un cahier des charges que le porteur de projet doit élaborer et soumettre aux « *verifiers* ». Ceci constitue une garantie de réussite du projet pour les porteurs de projet mais aussi et surtout pour les donateurs potentiels, en créant ainsi un climat de confiance dans le système.

Pour C. Gourlay, ce système se rapproche d'une sélection « darwinienne » des projets, les plus solides résistant ainsi à l'épreuve du test d'experts, toujours présents.

Les rôles accordés aux citoyens et aux experts sont ainsi précisément définis, et chaque acteur intervient successivement : le citoyen développe le projet, l'expert s'assure ensuite de sa pertinence, condition nécessaire pour que le citoyen reprenne la main et soumette son projet au financement populaire. Ce système de vérification participe donc fortement du poids de chacune des parties prenantes au sein du dispositif du *crowdfunding*.

*« We wanted an ecosystem which allows great ideas to find people to fund them and then to go ahead. That is the starting point. What we need (...) it makes sure these ideas are viable (...). So we have a verification process that manages the risks. »<sup>16</sup>*

Chris Gourlay, Fondateur de Spacehive

### **Le poids de chaque catégorie d'acteurs dans les processus de financement participatif**

<sup>16</sup> « On souhaitait mettre en place un écosystème qui permettrait aux bonnes idées de trouver des financements venant des particuliers et de se développer. (...) C'était le point de départ. Il fallait être sûr que ces idées étaient viables. (...) On a donc créé un processus de vérification qui permet de gérer les risques. »



- *Un processus stratifié et une nette répartition des rôles entre chaque acteur: la question des barrières entre experts et profanes*

De manière générale, le rôle des plateformes Internet est de fournir aux porteurs de projet un outil prêt à l'emploi, relativement bien connu du grand public, et d'assurer une partie de la promotion et de la communication autour du projet. Ceci permet à la fois de le financer de façon relativement aisée mais aussi de lui donner une visibilité supérieure à une levée de fonds traditionnelle, ou à une plateforme indépendante créée exclusivement pour un projet.

*"We also wanted to find some way to engage local people (...). And we discovered Spacehive, which was particularly attractive because it was specific orientated at that whole community involved in the regeneration of their area (...). It was a readymade platform that already had website, that already had connections and experience in fundraising<sup>17</sup>."*

Simon Myers, Porteur du projet Unlock London's Secret Dock

Les porteurs de projet, individuels ou institutionnels, proposent ainsi leur projet, dont les modalités de définition leur appartiennent, sur la plateforme.

En permettant à des profanes de trouver les fonds nécessaires à la réalisation de leur projet, l'idée centrale des plateformes est de dépasser certaines barrières traditionnelles entre experts et usagers, tout en en conservant certaines : la frontière entre savoirs experts et savoirs d'usage est reconnue et assumée, aussi bien par les représentants que par les porteurs de projet interrogés. Les rôles accordés aux citoyens et aux experts sont ainsi très définis, et chacun intervient successivement : le citoyen développe le projet, l'expert s'assure ensuite de sa pertinence via le système de vérification, condition nécessaire pour que le citoyen reprenne la main et soumette son projet au financement populaire.

Les citoyens internautes sont ensuite - sur chacune des deux plateformes étudiées - cantonnés au financement d'un projet sur lequel ils n'ont aucun pouvoir décisionnel.

- *Représentativité des donateurs dans les deux projets étudiés*
- *Projet Unlock London's secret dock: une forte présence des entreprises*

Les participants sont avant tout les entreprises de la zone entourant le Cody Dock. Les habitants du *borough* de Newham ne représentent qu'une très faible part des donateurs (2,47%). En revanche, les acteurs économiques locaux sont largement surreprésentés parmi les donateurs.

- *Partenariat « Devenez tous mécènes en deux clics ! »: une légère majorité de 35-50 ans*

Bien que les classes d'âges tendent à être représentées de façon relativement homogène, les 35-50 ans sont légèrement plus nombreux que les 25-34 ans. Les plus de 50 ans, qui représentent pour une large part des individus fréquentant les monuments nationaux semblent eux largement sous-représentés d'un point de vue statistique.

---

<sup>17</sup> « On souhaitait également trouver un moyen pour impliquer les habitants dans le projet (...). On a alors découvert Spacehive qui était très intéressant car spécifiquement orientée vers les questions d'engagement de toute la communauté locale dans le renouvellement de leur quartier (...). Il s'agissait d'une plateforme prête à l'emploi, avec un site web, des connections et de l'expérience dans la levée de fonds. »

## **Les intérêts des acteurs**

- *Projet « Unlock London's secret dock », les intérêts du financement participatif pour les différents acteurs en présence: une source de financement majeure et de mobilisation citoyenne*

Les intérêts du recours au financement participatif dans le cadre du projet londonien sont multiples.

Pour la *Gasworks Dock Partnership*, qui porte le projet, ce processus présente un intérêt financier évident puisque c'est la totalité du montant nécessaire à la réalisation du pont de bois qui est proposé au co-financement. De plus, en limitant le recours aux acteurs intermédiaires traditionnels du portage de projet, le *crowdfunding* permet également de limiter les démarches administratives et de diminuer les coûts (en supprimant les taux d'intérêt inhérents au prêt bancaire), et ce en dépit des frais facturés par *Spacehive*, qui correspondent à 5% des dons si le projet atteint son objectif financier. Le recours à cette plateforme Internet permet en outre à la fois de diversifier les sources de financement, et de multiplier les financeurs grâce à la démocratisation d'Internet et l'interface ergonomique, fiable et facile d'utilisation proposée par *Spacehive*

*" Advantage in a ready-made platform by the fundraising of GDP is really interesting. It is also attractive because it doesn't cost anything at the point of entry to take on the system."<sup>18</sup>*

Simon Myers, Porteur du projet Unlock London's Secret Dock

*"Crowdfunding and the Spacehive mechanism make our life a lot easier – for a project presented in a cohesive package. (...) The whole process has them to break down their idea, present it just in one page, to break down all the costs, to have their project vetted externally. It gives a level of trust and the level of sophistication that perhaps without that they wouldn't achieve their match."<sup>19</sup>*

Simon Myers, Porteur du projet Unlock London's Secret Dock

Par ailleurs, les acteurs interrogés dans le cadre de cette recherche considèrent tous le *crowdfunding* comme un outil participant de la création d'une dynamique collective de mobilisation des habitants et des acteurs économiques locaux. Bien que ces derniers ne soient pas directement associés à l'élaboration du projet qu'ils ont financé, en suscitant leur intérêt pour celui-ci, l'idée est aussi de les mener à s'impliquer davantage dans leur environnement de vie. Ceci génère alors un engagement des entreprises dépassant le simple stade du financement.

Les motivations des donateurs sont multiples mais seraient néanmoins largement guidées par la poursuite d'intérêts personnels. Pour Simon Myers – porteur du projet *Unlock London's secret dock* – les quelques financeurs particuliers du projet ont ainsi effectué des dons en vue d'un usage futur des aménités réalisées et/ou dans l'espoir d'une amélioration globale du quartier (pouvant en outre permettre une hausse de valeur de leur bien immobilier). Cette perspective d'amélioration du quartier semble aussi être à l'origine des nombreux dons des entreprises alentours. Le projet *Unlock*

---

<sup>18</sup> « Une plateforme déjà constituée est un réel avantage pour la GDP. C'est aussi très attractif en raison de l'absence des coûts à l'entrée. »

<sup>19</sup> « Le crowdfunding et le dispositif de Spacehive rendent les choses beaucoup plus facile et permettent de présenter un projet de manière cohérente.(...) L'intégralité du dispositif les oblige à mettre au clair leur idée, la présenter sur une seule page, de prévoir tous les coûts et de voir leur projet validé par l'extérieur. Cela donne un niveau de fiabilité et de sophistication sans lequel ils ne pourraient peut-être pas atteindre leur objectif. »

*London's secret dock* promeut en effet une valorisation de la zone autour des usines, ce qui, à terme, pourrait leur assurer une plus grande visibilité. Les entreprises, qui ont pour tradition de financer les *charities* par philanthropisme et dans une optique commerciale d'image de marque, ont également pu voir dans ce projet une façon simple de sponsoriser un projet local.

Certaines entreprises ont d'ailleurs dépassé le simple stade du don en proposant ensuite leurs services (prêts de matériels comme des grues, conseil juridique, remises, etc.)

*"We have a lot of corporate organizations who would like to do their corporate social responsibility (...). Some of the companies themselves said: "we would like to give you a thousand pounds". And some of them actually said: "Can we do more than give money, is there any other way we can help. They give us legal advices, they help us to set our contracts, they help us with business system. So even though it doesn't necessarily reflect within the money raised through Spacehive, it enables a dialogue, to start"<sup>20</sup>.*

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London's Secret Dock*

L'intérêt des pouvoirs publics dans ce projet de réhabilitation urbaine financé par des acteurs privés est évident puisque le *crowdfunding* permet de contribuer à concrétiser des ambitions auxquelles les autorités publiques ne pouvaient donner corps par manque de moyens. En effet, ces dernières années, dans une conjoncture économique délicate, les agences gouvernementales et régionales ont eu tendance à concentrer leurs efforts sur le principal site d'accueil des Jeux Olympiques 2012 (Lower Lea Valley) et sur ceux qui disposaient déjà des meilleurs dessertes (Greenwich, Woolwich, Royal Docks), au détriment d'autres sites périphériques devant accueillir l'essentiel des programmes de logements. Le *Cody Dock* - site d'implantation du projet *Unlock London's secret dock* - ne présentait alors pas, aux yeux des autorités, un potentiel de rentabilité suffisant<sup>21</sup> pour y consacrer une partie substantielle du budget public. Comme l'explique Paul Schafer - conseiller municipal à Newham interviewé dans le cadre de cette recherche - le projet *Unlock London's secret dock* a été accueilli très favorablement par l'ensemble des institutions, du fait des économies budgétaires qu'il permet et de son inscription dans une perspective plus générale de développement de ce quartier de l'Est de Londres. Ce projet est également perçu par les autorités comme générateur d'identification au territoire, permettant potentiellement d'ancrer davantage la population dans ce territoire marqué par un taux très important de mobilités résidentielles.

Le soutien institutionnel à cette initiative privée s'explique également par la recherche d'une plus grande efficacité de l'action publique.

*"Public sector is very sticky, kind of slow moving. This is moving faster than any other project made in the public are or public domain"<sup>22</sup>.*

Paul Schafer, Conseiller municipal du *borough* de Newham

Le soutien financier apporté au projet via *Spacehive* constitue en effet le signal d'une réalisation plébiscitée, et donc potentiellement d'un investissement judicieux pour les pouvoirs publics qui peuvent éventuellement prolonger l'intention du projet dans la durée, en construisant des infrastructures plus lourdes notamment.

---

<sup>20</sup> « Il y a beaucoup d'entreprises qui souhaitent agir de manière responsable (...). Certaines entreprises nous disent : « nous souhaitons vous donner quelques milliers de £. Certaines d'entre elles nous demandent également si elles ne peuvent pas faire autre chose que de donner de l'argent pour aider d'une autre manière. Elles nous fournissent des conseils juridiques, elles nous aident à élaborer nos contrats, à mettre en place notre affaire. Par conséquent, si cela ne correspond pas forcément à l'argent récolté via *Spacehive* cela permet d'engager un dialogue. »

<sup>21</sup> Selon une étude de faisabilité réalisée en 2008 par la *London Thames Gateway Development Corporation*

<sup>22</sup> « Le secteur public est très englué, il bouge lentement. Ce projet bouge plus vite que tous les autres projets menés par le public. »

*"And I hope we can use this public platform to show the supports for the project, to then go the regeneral development agencies, the mayor and government and say: "look, this is something that is important to people. So it's a bit like having a petition but with a bit more weight because we can say: "look, we put some money here, this is important to us". So it send an important signal, it's an empowering process."<sup>23</sup>*

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London's Secret Dock*

- *Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! », les intérêts du financement participatif pour les différents acteurs en présence: une source de financement symbolique mais un facteur de diversification du public et des activités*

En proposant un partenariat au Centre des monuments nationaux pour la restauration d'édifices emblématiques dans leur majorité, *MyMajorCompany* a pu prolonger et étendre la démarche de diversification de ses activités.

*"On s'attaquait à des monuments phares du patrimoine français. On est allé toucher les grands médias, on a eu un journal de 20 heures, on a eu la presse quotidienne nationale. L'idée c'était de frapper fort. Pour le Centre des monuments nationaux je crois, c'était vraiment une opération de ce type-là et c'est vrai qu'il est rare qu'ils prennent la parole en tant que Centre des monuments nationaux, ce n'est pas un acteur du patrimoine vraiment connu des Français (...) c'était donc l'occasion de leur donner cette prise de parole là. Et pour nous c'était important car c'était vraiment la pierre fondatrice de notre diversification et de l'ouverture de notre verticale patrimoine sur notre site Internet. Et donc l'idée sous-jacente c'était qu'à travers ces monuments emblématiques de montre que chez *MyMajorCompany* ce n'était pas uniquement de la musique mais que c'est aussi du patrimoine."*

Camille Mollard, Chef de projet chez *MyMajorCompany*

Les fonds levés dans le cadre du projet « *Devenez tous mécènes en deux clics* » sont relativement dérisoires en comparaison avec les moyens financiers dont dispose le Centre de monuments nationaux. Ainsi, bien que les dons récoltés grâce au *crowdfunding* contribuent à compenser les baisses des subventions d'Etat, leur portée est avant tout symbolique.

*« La démarche est ici très différente [du mécénat d'entreprise traditionnel], puisque dans le mécénat traditionnel on va tenter de montrer à l'entreprise l'intérêt qu'elle a à s'associer, alors qu'avec le financement participatif, l'idée est d'aller à la rencontre du grand public. »*

Camille Mollard, Chef de projet chez *MyMajorCompany*

Outre le dispositif innovant qu'il constitue, ce partenariat a ainsi permis au Centre des monuments nationaux d'acquérir davantage de visibilité et de toucher un public plus large, et plus jeune. Ainsi, si la part des 35-50 ans reste majoritaire dans le financement des quatre projets, la proportion des 25-34 ans est supérieure à celle constatée dans le cas de mécénat traditionnel et les écarts de participation entre ces deux classes d'âge tendent alors à se rapprocher. Dans le cadre du projet Mont Saint-Michel, les 25-34 ans représentaient 34% des donateurs ; les 35-50 ans 36%.

Indépendamment du montant des dons, l'idée était de mobiliser le grand public autour de la cause de l'entretien et de la restauration du patrimoine français, en en rappelant tout simplement l'existence d'une part mais également en permettant aux internautes d'y contribuer directement.

---

<sup>23</sup> *« J'espère pouvoir utiliser cette plateforme pour montrer le soutien qu'a recueilli le projet et, ainsi, pour aller voir les agences de renouvellement urbain, le maire et le gouvernement et leur dire: « regardez, voilà quelque chose qui est important pour la population. C'est comme avoir une pétition mais avec plus de poids parce qu'on peut dire: « regardez, on a mis de l'argent ici, c'est important pour nous ». Ça envoie un signal important, c'est un processus d'empowerment »*

*“L’avantage pour le Centre des monuments nationaux c’est qu’on s’adresse à un public plus jeune, qui a l’habitude d’aller sur Internet mais qui en revanche ne va pas souvent dans les monuments nationaux. L’idée est donc de donner envie à ce public de découvrir un patrimoine qu’il n’a pas encore visité, et donc pour nous c’est de développer notre fréquentation. D’un autre côté, on perd les personnes qui visitent habituellement nos monuments, qui n’ont pas l’habitude de faire des achats en ligne sur Internet, de donner son numéro de carte bleue.”*

Matthieu Juin-Levite, Chef du département mécénat - CMN

Concernant les motivations des donateurs, la satisfaction personnelle d’avoir contribué à son échelle à la préservation de monuments historiques est évidemment prégnante, mais le rôle des contreparties est non négligeable. Selon les membres du Centre des monuments nationaux et de *MyMajorCompany* interviewés dans le cadre de cette enquête, le fait que, à partir de 5€, les noms des donateurs (ou de la personne de leur choix) ait été inscrit à proximité du monuments durant les travaux a en effet joué un rôle déclencheur. Les déductions fiscales, accessibles à partir d’un don de 30€, auraient quant à elles simplement poussé les dons la hausse.

*“Je pense que la déduction fiscale n’est pas la première motivation du don. On voit que le don le plus récurrent est 30 euros, donc sur 30 euros cela vous revient à 10 euros l’année d’après. La motivation première (...) est de s’impliquer dans la restauration du patrimoine et dans sa transmission aux générations futures.”*

Matthieu Juin-Levite, Chef du département mécénat - CMN

### **Intérêts dominants et dynamiques d’application du financement participatif**

- *Une forme de financement alternatif*

Plus que la recherche de consensus ou de l’exploitation de l’intelligence collective, l’intérêt majeur *crowdfunding* réside dans son aspect financier. Pour les porteurs de projet et les acteurs institutionnels, cet intérêt est double puisqu’il permet non seulement de faire supporter tout ou une partie du coût par des financeurs privés extérieurs, mais aussi de minimiser les obligations légales et contractuelles ainsi que les coûts traditionnellement liés à l’emprunt.

- *Un moyen de pression indirecte sur les pouvoirs publics et de mise en place d’une dynamique collective*

Le recours au financement participatif participerait également d’une démarche d’*empowerment* de la société civile qui, en supportant certains projets, donnerait un signal aux autorités publiques sur ses besoins et ses attentes. Le montant des dons est alors moins important que le message qu’ils incarnent. Cette dimension davantage symbolique, voire revendicative, explique aussi le recours au financement participatif pour la levée de sommes plus modestes. L’objectif est ainsi non seulement de récolter des fonds mais aussi de générer une dynamique collective, en réunissant autour d’un même projet des communautés d’intérêts, dont les effets pourraient alors se prolonger au-delà de la simple phase de financement du projet.

*« It's a way to impulse changes in public policies. (...) You have an ecosystem which gives power to community, which allows authorities to recognize whether is support for an idea is good, or whether isn't. It's a kind of darwinian system, where good ideas could rise very rapidly but bad ones would also fail very publicly.<sup>24</sup> »*

Chris Gourlay, Fondateur de *Spacehive*

- *Un rôle nouveau conféré aux citoyens créatifs*

Le rôle accordé aux citoyens, ou plus largement aux *communities*, se bornait auparavant à une consultation à propos d'idées et de projets élaborés par d'autres acteurs, largement institutionnels, d'où une frustration ressentie par certains citoyens cantonnés à un rôle très passif. Ainsi, pour ses défenseurs, le *crowdfunding* de projets urbains permet de changer la relation relativement passive des citoyens vis-à-vis de leur environnement et de son devenir.

Par ailleurs, selon Chris Gourlay - fondateur de *Spacehive* - le *crowdfunding* ouvrirait un champ nouveau à la créativité et à l'innovation en donnant pour la première fois la possibilité à chaque citoyen de porter ses idées sur le marché.

*« Until now, we really have just one mechanism for existing to those social ideas: some public consultations, and if that fail some campaigns in the streets. But now you have a mechanism which allows people to finance an alternative version, it's just infinitely more powerful as a mechanism for expressing what public want.<sup>25</sup> »*

Chris Gourlay, Fondateur de *Spacehive*

- *Dans les faits : un dispositif très accessible pour les entreprises désireuses de s'impliquer de manière innovante dans l'aménagement urbain*

Le projet «*Unlock London's Secret Dock*» correspond dans une certaine mesure à la dynamique collective décrite précédemment et développée par les personnes interrogées (C. Gourlay et S. Myers).

Il convient d'abord de rappeler que la campagne de financement est un élément parmi d'autre du processus (commencé en 2008) de réhabilitation du dock par les porteurs du projet. A ce titre, le soutien des acteurs publics est intervenu bien avant le lancement des campagnes de *crowdfunding*, même si la recherche de financements alternatifs par les porteurs du projet a été fortement plébiscitée par les pouvoirs publics. Elle constitue pour eux une preuve supplémentaire du dynamisme des porteurs de projet et une garantie de plus quant à leur réussite.

Ainsi, l'impact des campagnes de *crowdfunding* sur l'implication des acteurs locaux semble avoir été plus marqué sur les acteurs privés installés près du dock. Après avoir donné de l'argent, nombre d'entre elles ont souhaité apporter leur expertise et leurs compétences pour aider autrement le projet que par le don d'argent. Simon Myers explique cette implication des entreprises voisines en partie par l'aspect non contraignant et très facile d'accès de la plateforme *Spacehive*. Il souligne également les intérêts en termes de visibilité que trouvent les entreprises locales à voir se développer la zone où sont implantés leur établissement.

---

<sup>24</sup> *« C'est un moyen d'amener des changements dans les politiques publiques. (...) C'est un écosystème qui donne du pouvoir aux communautés locales et qui permet aux autorités de savoir si cela vaut la peine ou non de soutenir une idée. C'est une sorte de système darwinien où les bonnes idées se développent très rapidement et les mauvaises échouent. »*

<sup>25</sup> *« Jusqu'à maintenant, on avait seulement quelques dispositifs pour que les idées de la société civile s'expriment : des consultations publiques, et si cela ne marchait pas, des réunions dans la rue. Mais aujourd'hui il existe un mécanisme qui permet les gens de financer des projets alternatifs, cela leur donne beaucoup plus de marge de manœuvre pour exprimer leurs souhaits. »*

Le *crowdfunding* de projets urbains serait ainsi porteur d'une forme de co-construction qui s'articulerait en deux temps. Le premier serait d'ordre financier, les participants donnant uniquement la somme pour financer le projet préalablement décidé par les porteurs de projet. Le second s'inscrirait davantage sur le long terme et consisterait davantage en l'instauration d'un dialogue et d'une dynamique partenariale entre les différents acteurs en présence: porteurs de projet, acteurs privés et acteurs publics.

- *Les motivations au don : entre intérêt personnel et bien-être collectif*

Enfin, si les motivations à l'origine du don varient, la grande majorité semble néanmoins répondre à des intérêts personnels. Toutefois, selon le fondateur de *Spacehive*, le *crowdfunding* permettrait de dépasser les intérêts privés, qui motivent le don, en des réalisations bénéfiques pour l'intérêt général.

*"The self interest fuels community benefits (...) It leads to good things for the community"*

Chris Gourlay, Fondateur de *Spacehive*

## **Communication**

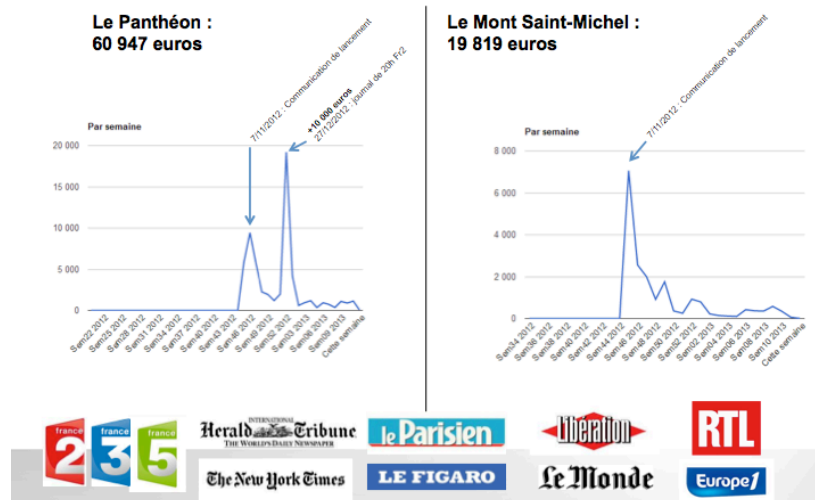
La stratégie de communication apparaît déterminante pour la réussite des projets mis en ligne sur les plateformes de *crowdfunding*. L'étude comparative des campagnes de communication réalisées pour chacun des études de cas permet de dégager des éléments clés à ne pas occulter pour la réussite des projets.

- *Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! »*

La campagne de communication menée en partenariat entre MMC et CMN a été très importante et a eu des retombées clairement identifiées. Globalement, la diffusion de l'information s'est faite avant tout *via* des canaux « classiques » : télévision (édition nationale de 20h sur France2, puis France3 et France5 en rediffusion), journaux nationaux (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Le Parisien*), radios (RTL, Europe1) et presse étrangère (*The New York Times*, *Herald Tribune*). La campagne s'est faite autour du caractère emblématique des monuments à restaurer. Pour les porteurs de projet (CMN et MMC), une communication de grande ampleur représente une condition indispensable à la réussite du projet.

*« L'appui des outils médiatiques télévisés est un pendant indispensable au succès d'une initiative numérique de ce type. »*

Matthieu Juin-Lévite, Matthieu Juin-Levite, Chef du département mécénat et des relations avec le monde de l'entreprise - CMN



Source : « PROMOTION ET COLLECTE : l'apport d'un partenariat numérique innovant pour le Centre des monuments nationaux ! » Power point de présentation pour les Jueidis du mécénat, M. Juin-Lévite, S. Bittoun, mars 2013

➤ *Projet « Unlock London' Secret Docks »*

L'impact de la communication sur le projet « *Unlock London's Secret Dock* » a été relativement limité. Sa diffusion n'a pas été le fait d'un acteur public comme dans le premier cas, mais des porteurs de projet eux-mêmes, via le site de la mairie de Newham, celui de la *social enterprise Gasworks Dock Partnership* et, bien sûr via la plateforme de financement participatif (une courte vidéo a été réalisée et est consultable sur Youtube). Des journaux ont publié des articles sur le sujet et des personnalités ont même soutenu le projet dans les médias (l'acteur David Suchet, le sculpteur Richard Wilson...). Toutefois, au terme de l'enquête menée, force est de constater le relatif échec de cette communication. Le lieu lui-même reste en effet encore largement inconnu de la majorité de la population locale tout comme des habitants de Londres. Ainsi, des lacunes sur le plan de la stratégie de communication semblent constituer un problème de taille dans la mobilisation effective des habitants. De même, une faible connaissance du lieu empêche une véritable identification des donateurs potentiels au territoire, ce qui atténue davantage les chances de voir son projet financé.

➤ *Analyse transversale : le rôle du numérique*

Le principe du *crowdfunding* est ancien. En effet, l'idée selon laquelle une myriade de petits dons permet de rassembler des sommes importantes n'est pas apparue avec les plateformes comme Kickstarter ou *MyMajorCompany*. Toutefois, l'essor d'Internet lui a insufflé un nouveau dynamisme en facilitant considérablement la rencontre des porteurs de projets et des financeurs via les plateformes numériques dédiées à cela, à l'image de *Spacehive*. Cet avantage du support Internet est notamment souligné par les acteurs des secteurs artistiques, souvent confrontés à des difficultés de financement et de diffusion de leurs créations. Appliqué à l'urbain, le *crowdfunding* pourrait ainsi constituer une véritable tribune pour les habitants créatifs d'une ville. En outre, ses défenseurs voient l'outil Internet comme le moyen de créer une communauté d'intérêts en rassemblant virtuellement un groupe de personnes sur une même plateforme, pour un même projet.

« Ce qui est très important est de faire participer les gens, pour qu'ils se sentent investis, fiers d'avoir participé et de fédérer ainsi les citoyens. Il peut s'agir d'un outil de financement mais aussi de participation. »

Camille Mollard, Chef de projet chez *MyMajorCompany*



Ainsi, les deux études empiriques menées en Angleterre et en France ont permis de mettre en évidence l'importance des modes de communication traditionnels, qui ne sont nullement remplacés par les nouvelles technologies. En outre, ces dernières ne font pas disparaître les obstacles classiques à la participation. Une combinaison des deux modes de communication semble dès lors nécessaire pour effectuer une diffusion assez large et efficace des projets.

Par ailleurs, la communication ne se suffit pas à elle-même et doit être accompagnée d'un travail de formation auprès des usagers, mais aussi auprès des porteurs de projet. On voit dès lors que l'usage du numérique, loin de faciliter le travail, requiert au contraire une attention soutenue et un « service après-vente » important (C. Mollard). A titre d'exemple, la campagne "*Devenez tous mécènes en deux clics !*" a été appuyée par des canaux de communication plus traditionnels. Le CMN et *MyMajorCompany* ont également dû réaliser un travail de pédagogie et de suivi afin d'accompagner les donateurs dans leur démarche.

Toutefois, une fois prises, ces précautions semblent entraîner un véritable effet levier, avec un « soutien populaire fort et plus visible » (C. Mollard) absent des autres formes de don comme le mécénat d'entreprise.

## L'aval des projets

---

### **Les output: effets directs**

Le *crowdfunding* n'ayant pas, de prime abord, de visée participationniste allant au-delà du financement, les *outputs* constituent le cœur même du mécanisme.

➤ *Projet « Unlock London' Secret Docks »*

Le projet *Unlock London's secret dock*, dont la campagne de dons s'achèvera le 2 août 2013, devrait permettre la réalisation d'un pont de bois à bascule et le réaménagement d'un chemin de balade (éclairage, bancs, etc.) longeant la Lea River. En choisissant une construction de ce type, les porteurs de projet ont également souhaité en faire un projet emblématique et immédiatement visible afin de marquer les esprits des participants de la campagne de financement. L'utilisation du *crowdfunding* via la plateforme *Spacehive* est ainsi considérée par les porteurs du projet comme un moyen de faire du Cody Dock un véritable espace public où les habitants et entreprises alentours s'y sentiront impliqués.

*Spacehive* a contribué à la réussite d'une douzaine de projets depuis sa création, de natures fort différentes : construction d'un centre communautaire à Glyncoch (Pays de Galles) pour un montant de 791 000 £ ; réaménagement d'une cour de la cour de récréation d'une école londonienne pour un montant de 62 634 £ ; construction d'un mur d'escalade à Minehead (Sud Ouest de l'Angleterre) pour un montant « crowdfundé » de 5 376 £.

➤ *Projet « Devenez tous mécènes en deux clics ! »*

L'opération « *Devenez tous mécènes en deux clics !* » constituait la première opération touchant au patrimoine proposée sur *MyMajorCompany*. Les outputs de son partenariat conclu avec le Centre des monuments nationaux sont la rénovation des quatre monuments visés par l'opération.

### **Les outcomes: transformations induites et dynamique collective**

Alors que les outputs du financement participatif constituent l'essence même du dispositif cherchant d'abord à réaliser des projets précis, les *outcomes* sont quant à eux *a priori* moins évidents. Les tâches de chaque acteur sont en effet largement cloisonnées et déterritorialisées, ce qui limite fortement l'émergence d'une dynamique collective entre les parties prenantes au projet.

L'arrivée des profanes dans un milieu jusqu'alors réservé aux professionnels permet néanmoins l'acquisition progressive d'une culture de projet. Cependant, les personnes utilisant le *crowdfunding* dans le domaine de l'aménagement urbain sont en grande partie celles qui étaient déjà impliquées activement dans le tissu local. La diffusion de ces dispositifs se fait d'ailleurs en grande partie par le bouche à oreille dans des milieux de citoyens engagés et est donc encore relativement restreinte.

En outre, d'après le fondateur de *Spacehive*, le *crowdfunding* permettrait aux habitants de réinvestir les espaces publics. Selon lui, la contribution des citoyens à la conception du devenir de leur lieu de vie apporterait potentiellement une réelle valeur ajoutée car le *crowdfunding* offre une véritable tribune aux individus créatifs, imaginatifs. Ceci pourrait alors aussi constituer une alternative à l'uniformisation mondiale des espaces urbains en leur donnant des caractères distinctifs, donner une âme aux espaces publics, et permettre ainsi aux citoyens de se les réapproprier et de générer un sentiment d'appartenance au lieu et à la communauté.

## **L'évaluation**

En raison de son développement récent, le phénomène *crowdfunding* n'a pas encore fait l'objet d'évaluation très approfondie. Toutefois, l'ampleur du phénomène et le caractère très innovant des différents dispositifs de *crowdfunding* ne laissent ni le monde de l'entrepreneuriat, ni le monde scientifique, ni le monde politique indifférents. De nombreux articles traitant du sujet sont publiés dans la presse, économique notamment.

Un rapport mis en ligne début 2013 a été rédigé par la *charity* anglaise Nesta, par des consultants en politique publique<sup>26</sup>. Ils y soulignent les leviers d'action qu'offre le système tout en insistant sur les risques qu'il comporte et, donc, sur les efforts à fournir pour les éviter.

## **Analyse: Le «crowdfunding urbain», levier d'innovation et de modernisation de la gestion de la ville.**

Les enjeux relatifs au *crowdfunding* appliqué aux projets urbains sont nombreux et renvoient notamment à un renouvellement de la participation des acteurs privés et à la potentielle modernisation de l'action publique qu'il induit. *Quelles hypothèses peut-on dès lors formuler quant à son devenir?*

- *Un renouvellement de la participation: les acteurs privés, financeurs et force de proposition*

Si le financement participatif appliqué aux projets urbains accorde un nouveau rôle aux acteurs privés – en leur permettant tout à la fois de financer des projets et d'en proposer- la visée éminemment pragmatique de ce processus restreint néanmoins la participation de la société civile. En effet, les individus n'ont pas la possibilité d'intervenir dans la définition des projets qu'ils contribuent à financer. Cette limite est assumée et perçue comme une nécessité par les concepteurs des plateformes. Elle s'imposerait comme un gage de crédibilité pour les projets proposés et

---

<sup>26</sup> « How the UK's business, charities, government, and financial system can make the most of crowdfunding », P. Baeck, L. Collins and S. Westlake, décembre 2012. Lien url : [http://www.nesta.org.uk/home1/assets/features/crowding\\_in](http://www.nesta.org.uk/home1/assets/features/crowding_in)

soumis à un processus de vérification. Par extension pour la plateforme, ce système permettrait aux financeurs d'avoir confiance une confiance dans le dispositif.

Rien n'empêche toutefois les porteurs de projet de mettre en place des dispositifs favorisant la participation des financeurs à l'élaboration de leur projet (réunions, ateliers, workshops...).

En outre, la participation par le don peut amener les participants à vouloir s'impliquer d'une manière différente dans le projet ou dans l'espace dans lequel celui-ci prend place. Le financement participatif permettrait ainsi de réunir des communautés d'intérêts autour d'un même projet, et pourrait ouvrir la voie engagement personnel sur le long-terme et à une réappropriation des espaces publics.

*"I think that Spacehive is not co-construction. It's the mechanism to allow people to participate. And for us, that is what opens the door to co-construction. It's a way of accessing them, and them accessing us. And then, if they want to co-construct with us they can come and do that."*<sup>27</sup>

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London's secret dock*

L' "urbanisme Kickstarter" accorde ainsi un rôle nouveau aux acteurs privés en en faisant des forces de proposition quant au devenir de leur espace urbain. Toutefois le *crowdfunding* est conçu comme un processus stratifié: la frontière entre savoirs experts et expertise d'usage est déplacée mais elle ne disparaît pas pour autant. La persévérance d'une distribution "traditionnelle" des rôles serait, selon les acteurs interrogés, indispensable à la concrétisation des projets. L'idée est ainsi bien d'offrir une tribune à la société civile, tout en la consolidant par une expertise professionnelle qui s'assure de la viabilité du projet. En conséquence, si ce dispositif limite la marge de manœuvre des porteurs de projets, il leur offre néanmoins la possibilité de voir leur projet être réalisé, à condition d'être validé par des personnes compétentes dans les domaines de l'urbain.

Enfin, l'utilisation effective des plateformes numériques de financement participatif nécessite de disposer d'une maîtrise correcte des nouvelles technologies, de connaître les plateformes, d'y porter un intérêt, d'être à même de monter un projet ou encore d'avoir les moyens d'en financer un, et cela même si les montants minimum sont relativement bas. Des obstacles d'ordre générationnel et social limitent ainsi la participation effective d'une partie des citoyens-usagers. Dès lors, bien qu'Internet permette une diffusion large des projets, il ne se substitue nullement aux moyens de communication plus traditionnels et à un effort de pédagogie, et d'accompagnement des donateurs dans leur démarche.

*"One of the downside of Spacehive, of the crowdfunding system, is that we mustn't forget that there are sections of communities who either don't have access to computers, or they don't know how to use it. It is very important to not exclude them, by printing out the information available on Spacehive for instance."*<sup>28</sup>

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London's secret dock*

- *La modernisation de l'action publique par la recherche de nouveaux modes de financement*

---

<sup>27</sup> «Je ne pense pas que Spacehive relève de la co-construction. C'est un mécanisme qui permet aux gens de participer. Pour nous [les porteurs de projet], c'est ce qui ouvre la voie à la co-construction. C'est une façon pour nous d'accéder à eux, et pour eux de s'adresser à nous. Par la suite, s'ils souhaitent qu'on co-construise ensemble, ils peuvent nous rejoindre.»

<sup>28</sup> «L'un des inconvénients de Spacehive, du crowdfunding, à ne pas oublier, c'est qu'il y a des personnes qui n'ont pas accès à un ordinateur, ou qui ne savent pas s'en servir. Il est très important de ne pas les exclure, en imprimant les informations disponibles sur Spacehive par exemple.»

Le *crowdfunding* relatif à la réalisation de projets urbains participe de l'*empowerment* de la société civile, en cela qu'il leur permet de s'emparer des ressources économiques nécessaires à la prise d'initiatives, en marge des institutions. Ceci représente une potentielle source d'économie pour les pouvoirs publics. En outre, un tel outil amène les habitants-porteurs de projet et les acteurs publics à collaborer davantage, permettant ainsi l'acquisition progressive d'une "culture de projet".

Par ailleurs, l'échelle locale des projets présentés sur *Spacehive* permet potentiellement aux pouvoirs publics de mieux répondre aux besoins des citoyens, la participation financière jouant un rôle de signal envoyé aux décideurs de la ville. Cet outil accroîtrait ainsi l'efficacité des acteurs publics –plus à même de repérer les endroits où il est nécessaire d'intervenir – et participerait alors aussi d'une démarche de rationalisation des dépenses publiques.

*"In years to come, it will be one way to do certain things as a community. I think of this trajectory as just part of a larger shift from monolithic layer cake bureaucracies into strong neighborhoods and communities without much control from the national, state and even local governments. (...) The neighborhoods are able to meet their goals and to get things going quickly. The cities just don't move fast enough. And there is less and less money available for the big governments."*

Jase Wilson, Fondateur de Neighbor.ly

○ *Le financement participatif appliqué aux projets urbains locaux, les prémices d'une tendance lourde*

Les espaces les plus défavorisés d'un point de vue socio-économique semblent être propices au développement de projet « crowdfundés». Or, il peut apparaître paradoxal qu'un dispositif requérant une participation financière de la société civile s'y déploie. S'il ne s'agit pas de formuler une réponse normative à ce constat, il convient néanmoins d'évoquer les différentes hypothèses formulées par les personnes interviewées durant cette enquête.

Le financement participatif constitue, selon Simon Myers, un palliatif efficace des difficultés rencontrées par les agences de renouvellement urbain dans les quartiers défavorisés. Les actions de ces dernières sont décidées dans le cadre d'un processus très *top-down* qui n'associe pas les citoyens. Dès lors, ces opérations, pourtant souvent coûteuses, peinent à répondre efficacement aux besoins des habitants et à générer un engagement de leur part dans le processus. Les plateformes de financement participatif joueraient justement un rôle important pour les autorités et agences de renouvellement urbain en les aidant à identifier les projets pertinents et désirés par un nombre significatif d'individus.

Toutefois, le développement du financement participatif dans des espaces en difficultés soulève quelques aspects problématiques. Comme le reconnaissent Chris Gourlay – fondateur de *Spacehive* – et Jase Wilson – fondateur de *Neighbor.ly* – il est, dans ces quartiers, compliqué de réunir des fonds. Il est de fait délicat de s'assurer d'une part que le projet n'est pas accaparé par un groupe restreint d'individus poursuivant ses propres intérêts, et d'autre part, que ce qui pourrait s'apparenter à un recul des pouvoirs publics au profit du financement participatif n'aboutira pas *in fine* à une dégradation de ces quartiers déjà en difficultés. Chris Gourlay et Jase Wilson insistent tous deux sur le caractère complémentaire et non substitutif du *crowdfunding*.

*"This is a real and serious risk that needs to be studied carefully. If it is viewed as an acceptable substitute to the traditional budgeting process (...) there is danger that wealthier enclaves will choose to concentrate their contributions within their enclaves. Less advantaged populations who have less income and less access to internet platforms would suffer as a result. It cannot be allowed as a substitute, it should only complement certain kinds of project."*

Jase Wilson, fondateur de Neighbor.ly

Chris Gourlay estime en effet qu'en dépit de quelques petits projets entièrement « crowdfundés », la balance traditionnelle des fonds restera probablement largement inchangée, avec une prépondérance des fonds publics. Ceci pourrait être considéré comme un échec du financement participatif mais dans ce cadre là, l'intérêt du *crowdfunding* résiderait en fait dans la possibilité donnée aux individus d'initier seuls un projet.

*"The major part of the fundings will still come from developers and public funds but the project starts thanks to people's ideas"*

Chris Gourlay, Fondateur de *Spacehive*

Selon Simon Myers - porteur du projet *Unlock London's secret dock* - le financement participatif serait d'ailleurs le vecteur d'une réelle portée civique, et constituerait une nouvelle tribune offerte aux habitants dans un contexte de forte remise en question de la démocratie représentative. Les gouvernements élus, et en conséquence les projets d'aménagements urbains, ne seraient finalement que peu représentatifs des désirs et besoins des usagers de l'espace urbain. Dès lors, l'acte du don en tant que signal serait plus important que le montant du don lui-même. Le financement participatif constituerait donc un vecteur d'engagement, intégrant des individus exclus ou désabusés par les procédures d'expression démocratique traditionnels.

*« Le financement participatif peut représenter un complément aux fonds publics même si les dons ne doivent pas s'y soustraire puisqu'ils sont déjà contribuables. Cela peut néanmoins intervenir en complément ou aller au-delà de ce qui est fait pour un projet existant. Ce qui est très important est de faire participer les gens, pour qu'ils se sentent investis, fiers d'avoir participé et de fédérer ainsi les citoyens. Il peut s'agir d'un outil de financement mais aussi de participation. »*

Camille Mollard, Chef de projet chez My Major Company

Le *crowdfunding* aurait ainsi un impact social au sens où il contribuerait fortement à changer la relation, traditionnellement plutôt distante, que les gens entretiennent avec l'espace public. En effet, le fait de contribuer à son financement permettrait de s'approprier cet espace et de se défaire d'un sentiment d'impuissance. Le *crowdfunding* agit ainsi comme un outil d'engagement citoyen et de maîtrise de son espace quotidien. Grâce à des réalisations rapides et tangibles, le financement participatif permet à des citoyens ayant effectué des dons, même très modestes, de se sentir davantage impliqués dans la *community*.

*"The stakes are higher when you put money into a thing. (...) A sometime hidden aspect of crowdfunding is that the money raised is generally "icing on the cake" compared to something else you receive: engaged backers. The people who put \$5 or \$5,000 into a project will be more likely to advocate for the project, will use it when it is finished, and will care for it as a more responsible steward."*

Jase Wilson, fondateur de *Neighbor.ly*

Ainsi, en dépit de réalisations concrètes relativement marginales, la pertinence du *crowdfunding* pour les pouvoirs publics réside probablement aussi, si ce n'est surtout, dans ses nombreux effets indirects.

Ce dispositif récent et encore méconnu réunit les caractéristiques lui permettant de s'imposer comme une tendance lourde, notamment dans un contexte de crise des finances publiques et dans le cadre d'une démarche de modernisation de l'action publique.

*"Aujourd'hui, il est encore un peu tôt pour évaluer la portée de ce phénomène mais mise en place d'une mentalité plus collaborative, le mouvement est en marche en France. L'envie de co-financer des projets urbains se met en place"*

**Le rapport réalisé par la *charity* Nesta[18], publié en décembre 2012, dégage les points clés de l'ensemble des dispositifs de financement participatif constituant, selon ses auteurs, les signes d'un large développement à venir**

- Le crowdfunding permet de rassembler des sommes importantes par un grand nombre de petits dons et non plus par un petit nombre de financements
- Il permet de financer des projets pour lesquels il est parfois difficile de contracter un prêt auprès des acteurs traditionnels du financement (banques...)
- Les acteurs traditionnels du financement étant contournés, il permet de réduire les coûts générés par les transactions même s'ils existent toujours.
- L'outil numérique permet aux donateurs d'être tenus au courant de l'évolution de la campagne de financement, des donateurs (l'anonymat est interdit dans le cas de *Spacehive*). En cas de problème (par exemple, si les fonds réunis ne sont pas alloués au financement du projet prévu au départ), les internautes peuvent protester de manière plus visible sur l'interface web et, par la même occasion, prendre conscience qu'ils partagent des intérêts communs avec d'autres personnes.

Il semble néanmoins devoir appartenir aux acteurs publics de créer les conditions favorables, ou de poursuivre ses efforts, pour permettre un déploiement effectif des plateformes numériques et des projets de *crowdfunding*. Dans cette optique, la puissance publique doit non seulement doter ce mécanisme d'un cadre réglementaire afin d'en renforcer la crédibilité, mais aussi concourir à son acceptabilité en encourageant l'initiative privée et la formation de communautés d'intérêts. Le développement du financement participatif de projets urbains en Grande-Bretagne répond ainsi à une volonté du gouvernement britannique de voir émerger une "*Big Society*", laissant place à davantage d'initiatives individuelles et communautaires. En France, à l'inverse, le rôle des acteurs publics dans la mise en place et l'animation de dispositifs participatifs reste prépondérant.

*"It's a British innovation which I think could be use not just in the UK but all around the world. We've got a particular set of circumstances here in the UK: a combination of the economic situation being down and of the political agendas that have been promoted by the government - with the Big Society agenda, the Localism Act and the various legislative changes - which have created a climate (...) where people are very receptive to this new way of doing things. Perhaps, if there hadn't been that sort of environment, Spacehive wouldn't have gone out of the ground. Just a few years before, I don't think minds would have been as opened<sup>29</sup>."*

Chris Gourlay, Fondateur de Spacehive

<sup>29</sup> «C'est une innovation britannique qui, je pense, peut être utilisée partout dans le monde. Plusieurs facteurs ont convergé en Grande-Bretagne : une situation économique en déclin et des politiques publiques spécifiques conduites par le gouvernement, avec la *Big Society*, le *Localism Act* et d'autres changements législatifs. Tout cela a créé un climat où la population est réceptive à cette nouvelle manière de faire. S'il n'y avait pas cette configuration particulière, peut-être que Spacehive n'aurait pas vu le jour. Quelques années auparavant, je ne pense pas que les esprits auraient pu l'accepter.»

## Evolutions législatives relatives au financement participatif

### Aux Etats-Unis

Le JOBS Act (Jumpstart Our Business Startups Act) adopté en avril 2012 par le gouvernement fédéral américain vise à assouplir le cadre réglementaire du crowdfunding, afin d'en accélérer le développement. Les deux principales mesures de cette loi sont :

- La création d'un nouveau critère d'exemption des contraintes réglementaires de marché (émission d'un prospectus, contrôle complet des investisseurs et anti-blanchiment, acquisition d'un statut réglementé pour collecter et conserver l'argent et assurer le placement)
- La création d'un statut de "funding portal " (courtier en financement participatif) enregistré auprès des autorités de tutelle et régulé par une association professionnelle<sup>30</sup>.

### En France

François Hollande a annoncé en avril 2013 l'établissement d'un cadre juridique sécurisé favorisant l'essor de ce nouveau mode de financement des projets. Dans l'intervalle, afin de promouvoir le développement des plateformes, l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) ont rédigé un guide résumant précisément, à droit constant, les réglementations en vigueur selon les modalités choisies.

Loin de marquer un véritable effacement des acteurs publics, le développement du financement participatif en change néanmoins le rôle. Pour en permettre le déploiement, l'action publique intervient en amont pour créer les conditions favorables à une mobilisation de la société civile, pour appuyer les initiatives de cette dernière et pour en prolonger les effets.

*"I think there is a greater place for the community doing things themselves. But they are going to need support. We could not possible have done this project without getting planning permission. We required support from local government, the planning authority. There is still a place for them and they will still have to put in work."<sup>31</sup>*

Simon Myers, Porteur du projet *Unlock London's secret dock*

<sup>30</sup> Site officiel du American JOBS Act. Lien url : <http://www.americanjobsact.com/>

<sup>31</sup> «Je pense que les communautés locales peuvent faire encore mieux par elles-mêmes. Mais elles auront besoin d'aide. Il nous aurait été impossible de faire ce projet sans avoir de permis de construire. On a eu besoin de soutiens de la part du gouvernement local, de l'autorité de planification urbaine. Il y a toujours une place pour eux et ils devront toujours participer.»

## BIBLIOGRAPHIE

Ambrosina C. et Sadoux S., « Concilier privatisation et retour de la planification stratégique. L'exemple du projet de requalification de la péninsule de Greenwich, Londres », *Géocarrefour* (en ligne), Vol. 81/2, 2006. Mis en ligne le 01/12/2009. Consulté le 24/05/2013.

URL : <http://geocarrefour.revues.org/1881>

Bulpitt J., *Territory and Power in the United Kingdom*, Manchester, Manchester University Press, 2003.

Blondiaux L., Sintomer Y., 2002, « L'impératif délibératif », *Politix*, n° 57, p. 17-35.

Cole A. and Peter J., *Local Governance in England and France*, London, Routledge, 2001.

Cole A., « La territorialisation de l'action publique au Royaume-Uni », *Revue française d'administration publique* 1/2007 (n°121-122), p. 131-144.

URL :

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=RFAP&ID\\_NUMPUBLIE=RFAP\\_121&ID\\_ARTICLE=RFAP\\_121\\_0131](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=RFAP&ID_NUMPUBLIE=RFAP_121&ID_ARTICLE=RFAP_121_0131)

Davis F., « De l'Etat centralisateur à la Big Society », *Transversalités*, 2011/2 (n°118), p. 57-65.

Donzelot J., « Les lieux et les gens » (2012). Centre d'Analyse Stratégique. *Politique de la Ville. Perspectives françaises et ouvertures internationales*. Rapport n°52.

Florida R., *The rise of the creative class. And how it's transforming work, leisure and everyday life*, 2002, New York, Basic Books

Gérome F., « Charities » et associations : une étude comparative France-Royaume-Uni du comportement des donateurs, *Revue internationale de l'économie sociale*, n°318, 2010.

Mollick E. R., « The dynamics of crowdfunding : determinants of success and failure », University of Pennsylvania – Wharton School, article mis en ligne le 23/04/2013. Lien url :

[http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2088298](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2088298)